

BUREAUX: RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing:
Trois mois... 12 f.
Six mois... 23
Un an... 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeke; A LILLE, chez M. Bichin; A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8; A BRUXELLES, A l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 31 DÉCEMBRE 1870

Un décret du 28 décembre autorise l'insertion des ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES dans l'un des journaux du département, au choix des parties.

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix)

Madrid, 29 décembre.

Hier soir, dans un conseil présidé par le régent et auquel assistaient des personnages notables des trois fractions politiques formant la majorité, démocrates, progressistes et unionistes, l'amiral Topète a été nommé ministre définitif des affaires étrangères. Il remplira les fonctions de président ad interim jusqu'au rétablissement du maréchal Prim.

M. Ayala est nommé ministre d'outre-mer, fonctions qu'il a déjà remplies sous le gouvernement provisoire institué à la suite de la révolution.

Le ministère présentera aujourd'hui aux Cortès quelques mesures importantes, ainsi qu'un programme destiné à concilier toutes les fractions du parti libéral.

Prim va bien. Sa blessure ne donne pas d'inquiétude.

On a extrait heureusement tous les projectiles dont il a été atteint.

Madrid, 29 décembre.

Le comte amiral Topète et M. Ayala ont prêté, hier soir, serment entre les mains du régent. Ils sont entrés en fonctions aujourd'hui.

Madrid, 29 décembre.

Cortès. — Des décrets ont été présentés nommant M. Topète, ministre d'Etat, président du conseil et ministre de la guerre ad interim.

Une proposition tendant à réprover l'attentat a été adoptée par 200 voix.

Un vote de confiance pour le gouvernement a été adopté par 141 voix contre trois.

Il a été donné lecture du rapport de la commission approuvant la suspension des garanties constitutionnelles.

Madrid, 29 décembre, soir.

Le président intérimaire du conseil des ministres est parti ce matin pour Carthagène, afin de recevoir S. M. le Roi. Le marquis del Duero et le général Zabala, en qualité de directeur des armées, accompagnent le ministre, ainsi que les présidents du conseil d'Etat et du tribunal suprême.

Le maréchal Prim a passé une bonne nuit. Ses blessures n'offrent pas de symptômes de gravité et l'état du malade est assez bon.

Dépêches Prussiennes

Versailles, 29 décembre.

Télégramme du Roi à la Reine

Officiel. — Notre feu du 27, dirigé par 76 canons sur le Mont-Avrion fortifié, a redonné au silence le feu ennemi, hier et aujourd'hui.

Versailles, 29 décembre.

Nous avons occupé le Mont-Avrion après un jour de bombardement.

Les Français ont laissé derrière eux beaucoup de canons, de voitures, de fusils et de morts.

Versailles, 29 décembre.

Le 27, le colonel Bottenstein, avec six compagnies, un escadron et deux canons, a eu un vif combat entre Montoire et La Chartre.

L'ennemi finissait par cerner le détachement. Cependant Bottenstein s'est frayé un chemin, et avec une perte, de son côté, d'environ 100 hommes, il a amené prisonniers 10 officiers et 230 hommes ennemis.

Après que le Mont-Avrion eut été rétréci au silence, le 27 décembre, l'artillerie assiégeant, au front Est de Paris, a réussi à canonner efficacement, le 28 décembre, la gare de Noisy-le-Sec et à chasser l'artillerie ennemie cantonnée à Bondy.

Nos pertes s'élèvent à 3 hommes.

Le 29 décembre, le Mont-Avrion a été occupé par un détachement du 12^e corps

d'armée saxon. Nous y avons trouvé beaucoup de fusils, de munitions et] de morts.

Les divisions ennemies qui se trouvaient encore en dehors des forts se sont retirées sur Paris. Nous n'avons pas eu de pertes.

On annonce de l'armée du Nord qu'après plusieurs combats la forteresse de Péronne a été cernée.

La poursuite de l'armée du Nord continue.

Dresde, 30 décembre.

Le Journal de Dresde publie le télégramme suivant du prince George au roi Jean :

Le Vert Galant, 29 décembre, au soir.

Le Mont-Avrion a été trouvé aujourd'hui, à trois heures de l'après-midi, complètement abandonné. Il a été occupé par la 1^{re} compagnie du 4^e régiment d'infanterie.

L'ennemi avait fait partir ses canons en laissant beaucoup d'affûts, de fusils, des munitions et des morts. Vers midi l'artillerie de campagne ennemie s'est jetée d'Avron sur Noisy, et de Rosny 4 bataillons avec bagages s'étaient retirés vers Paris.

Aujourd'hui, nous n'avons pas eu de pertes.

Demain matin, de 7 à 10 heures, le Mont-Avrion sera fortement occupé pour le débayer, en bombardant en même temps Noisy, Meulan et Bondy.

Voir aux dernières nouvelles

Le correspondant de Paris de l'Indépendance belge donne quelques renseignements sur la fin de la journée du 22. Quelques points ont été occupés, notamment Neuilly-sur-Marne, Ville-Evrard, la Maison-Blanche, Grosloy et Drancy, ces derniers points sans combat. On a évacué hier soir les trois premiers, parce que l'on pensait qu'ils seraient bombardés dans la nuit par les Prussiens, ce qui n'a pas manqué. Quand au Bourget, qui paraissait être l'objectif principal de l'opération, un moment occupé (on y a fait une centaine de prisonniers), il a été évacué, la persistance à s'y maintenir devant coûter trop de monde.

Le côté le plus douloureux de l'affaire, c'est que les marins de l'amiral de la Roncière le Nourry, venus héroïquement en aide aux mobiles de la Seine qui succombaient un peu à la tâche, ont été littéralement décimés. C'étaient des hommes héroïques et bien difficiles à remplacer. Les bataillons de garde nationale mobilisée ont été admirables, sauf un seul qui a ressenti l'émotion, difficile à surmonter, d'une première épreuve périlleuse et qu'on a fait rentrer. Mais il prendra sa revanche et l'attitude presque sans exception de la garde nationale mobilisée est une des garanties capitales de succès dans les terribles et décisives luttes qu'il nous reste à poursuivre.

Il n'y a pas à se dissimuler néanmoins que le but de l'opération d'hier n'a pas été atteint. Le gouvernement, du reste, ne le conteste pas. Il donne ce soir (dans quelques journaux qui ont retardé leur tirage, en même temps que le rapport de l'amiral de la Roncière le Nourry), la note qui fait connaître que l'opération est réunie en conseil de guerre aujourd'hui, à Paris, pour donner une direction définitive à la continuation des opérations.

On a beaucoup remarqué, dans l'action d'hier, outre la portée exceptionnelle du tir de nos canons, la solidité de ceux qui ont été confiés à l'industrie privée, et notamment ceux qui sortent de l'usine Caill. Aucun n'a éclaté. Je n'ai pas besoin de vous signaler l'importance de cette ressource.

Ainsi qu'il y a lieu de le penser en lisant cette lettre, le résultat de la journée du 21 n'a pas répondu aux impatiences de la population de Paris; cependant son courage à toute épreuve, sa confiance inébranlable n'ont pas paru affaiblis. Peut-être les héros parisiens sont-ils encore loin de la victoire mais leur attitude n'en est que plus menaçante et ils repoussent avec mépris toute idée de soumission.

Les troupes qui bivaquaient hors de Paris, en avant des forts de l'Est, sont rentrées dans leurs anciennes positions à raison de la rigueur de la température. Le général Schmitz, chef d'état-major, en annonçant le fait dans un or-

dre daté de Paris du 27 décembre, et transmis à Bordeaux par le ballon qui est descendu, il y a deux jours, à Lismoges, ajoute que les mesures prises pour préserver la santé des soldats n'impliquent nullement un abandon des opérations commencées, mais qu'au contraire, le gouvernement, l'armée et le peuple de Paris sont plus déterminés que jamais à continuer la défense au prix de n'importe quel sacrifice.

Le mont Avron, d'après une dépêche de Versailles, ne répond guère au feu ennemi. Peut-être, lorsque le bombardement a commencé, n'avait-il pas les munitions voulues. Les forts ont tâché de suppléer.

Les nouvelles de Paris du 27 analysant des articles de la presse de Paris, disent aussi que les journaux s'y prononcent contre toute participation de la France à la conférence de Londres, son unique soin devant être de repousser l'invasion. Cela ne tend guère à confirmer ce que les journaux anglais ont raconté de l'intention de M. Jules Favre d'aller lui-même représenter la république aux délibérations.

Ajoutons que d'après le Daily-News, le gouvernement de la défense nationale serait décidé ne à se faire représenter à la conférence que si l'Angleterre reconnaissait d'abord formellement la république française.

M. Gambetta, qui, au départ de la délégation de Tours, s'était rendu à l'armée de Chanzy, puis à Bourges auprès de Bourbaki et de la à Lyon, vient de rejoindre ses collègues à Bordeaux. Son nom figure au bas du décret des Conseils généraux et d'arrondissement.

NOUVELLES D'ANGLETERRE

Londres, 28 décembre.

Plusieurs lettres de Paris et de Bordeaux me donnent quelques indications intéressantes au sujet de la situation de la capitale. Il résulte de toutes ces données que Paris est approvisionné pour soutenir le siège dans les conditions actuelles de la sustentation encore pendant des semaines et que l'armée est nourrie de façon à pouvoir bien faire son devoir. Cependant le général Trochu envisage déjà l'éventualité d'une retraite avec l'élite de son armée sur le Mont-Valérien dans le cas où Paris serait obligé de capituler. Si j'en crois une lettre de Bordeaux, émanant d'une personne en état d'être bien informée, les préparatifs que fait le général Trochu ont une toute autre portée que celle qui leur est attribuée dans les lettres de Paris et aussi dans la correspondance de Versailles du Times.

A Bordeaux, on est très-rassuré et très-confiant dans l'issue de la lutte. Le gouvernement est bien décidé à continuer la guerre, alors même que Paris serait obligé d'ouvrir ses portes à l'ennemi.

On se demande si, dans le cas où Trochu se retirerait en réalité sur le Mont-Valérien avec une partie de son armée, les Prussiens voudraient accepter la capitulation de Paris sans la reddition du fort principal des défenses de la capitale. La chose paraît douteuse. Aussi suis-je plus enclin à croire à l'interprétation de Bordeaux. Mais je suis prié de n'en pas dire plus long.

Une correspondance de Bordeaux du Daily Telegraph donne des renseignements très-rassurants sur l'état actuel de Paris. Elle affirme que, d'après les calculs les plus minutieux émanant de la commission proposée aux approvisionnements de Paris, la capitale de la France peut encore tenir sur le pied actuel jusqu'à la fin du mois de mars. Le général Trochu aurait enjoint à M. Gambetta de ne presser la marche en avant sur Paris que lorsque les armées à mettre en campagne seront suffisamment exercées et équipées, le temps nécessaire pour attendre ce résultat ne faisant pas défaut.

Le même correspondant écrit que, à la date du 22, il a eu une entrevue avec M. Chandordy sur la question de savoir si les Français avaient quelque espoir d'avoir raison des Allemands. Le ministre délégué aux affaires étrangères aurait répondu qu'il n'en doutait pas et que bientôt l'Europe se convaincrait que la France ne continuait point la guerre pour le simple plaisir de se battre ou pour l'honneur seulement, mais parce qu'elle avait de grandes chances d'amener le roi Guillaume à lui accorder une paix sur d'autres bases que celles dont il avait été question à Ferrières.

La nouvelle que le bombardement de l'une des défenses de Paris a commencé a produit ici une très-grande sensation. On attend avec une grande impatience le résultat de cette opération. Selon les uns, le bombardement de la redoute du mont Avron n'est qu'une feinte ayant pour objet d'éloigner l'attention des assiégés du point qui formera le véritable but de l'attaque; d'autres émettent l'opinion, au contraire, que le général de Moltke ne se promet pas un très-grand résultat du bombardement, mais qu'il a dû céder à l'impatience de l'armée et donner satisfaction aux opinions si généralement manifestées en Allemagne.

M. Jules Favre attend les passes nécessaires de Versailles pour se mettre en route. Dans le cas où il ne serait point encore arrivé à Londres pour le 3, M. Tissot, le chargé d'affaires de France, représentera seul la république jusqu'à l'arrivée du ministre des affaires étrangères. Plus tard, il lui servira d'ad latus, car chacune des puissances aura deux plénipotentiaires pour la représenter.

(Indépendance.)

Guillaume I^{er} sera le premier empereur protestant dont le nom figurera dans l'histoire. Le Mercure de Souabe, qui constate ce fait, insiste en même temps sur cette circonstance que c'est le roi catholique de Bavière qui a offert au chef protestant de la dynastie de Hohenzollern, le titre d'empereur.

Au reste, ajoute le Mercure, il ne paraît pas que le roi Louis ait pris cette initiative spontanément et de son plein gré. On assure même, cela de fort bonne source, qu'il n'a formulé sa proposition qu'en vertu d'une stipulation expresse de la Prusse. Le roi de Bavière ne s'est, dit-on, engagé à cette démarche que pour acheter à ce prix la situation exceptionnelle faite à la Bavière dans la nouvelle confédération allemande. Il va sans dire que la Prusse tenait essentiellement à se faire offrir par un état méridional le rétablissement de la dignité impériale dans la personne de son souverain.

La commission municipale de Toulouse vient d'adresser au préfet de la Haute-Garonne la lettre suivante :

Monsieur le préfet,

La commission municipale de Toulouse vous adresse sa démission collective.

Déjà elle avait exprimé dans sa délibération sur le vote du budget, le 22 novembre, qu'elle vous conviait d'en appeler au suffrage universel et de provoquer sur ce point un décret du gouvernement de Tours.

La commission renouvelle ce vœu et déclare qu'elle ne saurait continuer plus longtemps son mandat.

Veillez, Monsieur le préfet, pourvoir à cette situation et aviser dans un bref délai.

Salut et fraternité.

Suivent les signatures

Le préfet, M. A. Duportal, a répondu au conseil municipal qu'il était d'autant plus impressionné de sa détermination qu'il était moins préparé à la voir revendiquer aujourd'hui cette pensée, déjà ancienne chez lui, d'un appel au suffrage universel.

M. le préfet est fermement convaincu de l'inopportunité de compliquer notre situation politique et militaire d'agitations électorales; cependant il transmettra au gouvernement l'expression des désirs du conseil municipal à ce sujet.

En attendant l'arrivée des instructions du gouvernement, le préfet prie les membres du conseil municipal de conserver leurs fonctions. Il ne les en relèverait que si leur réponse tardait à lui parvenir.

Il y a dans ce dernier trait une nuance de menace qui n'a échappé à personne.

Cette affaire produit une certaine sensation dans notre ville.

On attend avec impatience la résolution du gouvernement.

LES PROCÉDÉS PRUSSIENS

Nous trouvons dans le Salut Public cette correspondance :

De Santhenay (Côte d'Or), 6 décembre.

Prisonnier des Prussiens pendant douze jours (du 19 au 30 novembre), je puis parler, d'après mon expérience personnelle, de ces précautions et de ces soins dont M. le général de Moltke se

Angleterre et aux Etats-Unis qui sont captifs sont entourés.

Le 19 novembre, j'allai, accompagné d'un camarade, rendre visite à ma mère dans un petit village de la Côte d'Or (Dijon). Mais comme j'avais des papiers parfaitement en règle, comme je ne portais ni armes ni rien de compromettant, j'étais en pleine assurance. Arrivé à Flagny, je n'hésitai pas à me présenter spontanément au poste pour y faire viser mes laissez-passer. Hélas ! je ne songeais pas que ma moustache de garde national et ma chemise de laine raxée de noir sur fond rouge, pouvaient me prêter un air plus ou moins garibaldien; et que Gambaldi était en ce moment le cauchemar des Prussiens de Werder.

A première vue, le chef de poste relevé brusquement la manche de mon pardessus et s'écrie : « Vous, franc-tireur ! vous espion ! vous, en prison tout de suite. » Il déchire en quatre morceaux mon papier sans le regarder et en jette au loin les débris.

En vain, ma mère et les personnes du voisinage accourues à cette scène déclarent que je suis enfant du pays, parfaitement connu, simple et pacifique citoyen. En vain, elles s'engagent à répondre de moi. Rien n'est écouté. Me voilà pris avec mon compagnon de route cinq soldats nous amènent au poste de Jevroy-Chambertin et nous enferment; ils sont copieusement selon leur habitude, mais aucun d'eux ne songe à nous apporter un morceau de pain; nous n'avons rien mangé depuis cinq heures du matin.

Le lendemain, 26 novembre, on nous met en route pour Dijon. Au moment du départ, une charitable personne qui me connaissait, nous offre deux côtelettes; défense d'y toucher. « Frenzeux en route! tout de suite, tout de suite ! » crient les soldats. Je réclame au moins un verre d'eau, défense encore ! Je veux charger un habitant de l'endroit de prévenir ma famille, défense toujours.

Nous arrivons à Dijon. De dix heures à deux heures, je suis tourné et retourné en tout sens par des interrogations sans fin; les officiers veulent absolument obtenir de moi l'aveu que je suis franc-tireur, garibaldien, etc., etc. — Vous, pas craindre, disent-ils; nous pas fusiller les capitaines. Il faut se déshabiller jusqu'à la peau; les poignets et le col de la chemise, l'intérieur même des chaussures, tout est défait, décousu, fouillé jusqu'au dernier fil...

Enfin, on nous expédie à notre prison, au corps de garde d'abord, puis dans une salle basse de la Tour-de-Bar, vieilles murailles, vieilles dalles, toutes tantantes d'humidité ! Là, on nous enjoint de nous étendre sur le pavé tout nu; défense de se tenir debout ! défense de se promener ! défense de faire un mouvement ! défense de causer !... Heureusement pour nous, une échelle avait été oubliée dans un coin; elle nous servit de matelas à tour de rôle. A six heures du soir, pour la première fois depuis trente heures, on nous apporta à manger.

Voici une esquisse du régime de la prison : deux repas par jour, à 11 heures et à 7 heures, assez abondants et préparés par un hôtel du voisinage. Pour boisson, un seau d'eau pour une soixantaine de captifs que nous étions; aussi le né-nagions-nous avec autant de précaution que si ça avait été du vieux Chambertin. Aussitôt le repas absorbé, il faut s'étendre ou s'accroupir sur le pavé, ne plus bouger, ne plus parler... Schloff ! schloff ! tout de suite, crient les sentinelles : le moindre retard provoque des injures, des coups. De six heures en six heures, ni plus ni moins, quatre soldats, fusil en main, conduisent les prisonniers, un à un, dans la cour pour satisfaire à certains besoins impérieux : pauvres gens, dépêchez-vous, sinon la pointe de la baïonnette est toute prête à vous faire pousser la conclusion ! Si la nature, peu complaisante, ne se prête pas à la ponctualité réglementaire, il faut, bon gré mal gré, utiliser un des coins de la vieille salle : aussi, au bout de peu de jours, quelle saleté ! quelle pourriture ! quelle puanteur ! Mais il paraît que les Prussiens ne sentent rien, car les sentinelles restaient au milieu de nous sans froncer le nez.